

Conseil communautaire extraordinaire

Destination TEPOS

Le 12/11/2018 à Durrenbach

Engager le territoire vers une économie bas-carbone, créatrice de valeur

COMPTE-RENDU DE SEANCE

Présents	Excusés	Absents
Damien WEISS, Marie-Line WEISS, Jean-Marie JULLY, Guillaume PETER, Rémy OSTER, Jean MULLER, Aurore BAUER, Karine GARDON, Jean-Marie HAAS, Roger ISEL, Pierrot SITTER, Marie-Louise ROTH, Gérard BOULANGER, Alfred THALMANN, Evelyne LEDIG, Francis KAISER, Gérard KLIPFEL, Charles SCHLOSSER, Annie DESCHLER, Alfred KREISS, Jean-Claude BALL, Mike GRAESSEL, Lysianne DUDT, Marc SCHAEFFER, Robert RICHERT, Stéphane WERNERT, Francis SCHNEIDER, Jean-Baptiste RING, Jean WEISBECKER, André SCHMITT, Alain FUCHS, Thomas ROSENFELDER, Fabrice KIRSCH, Till HARRES, Adrien TUFFEREAU, Frédérique WEBER, Anne GLOCK, Sonja FATH, Valérie MESSER	Mireille CABIROL, Franck SCHNEPP, Jean-Louis KLIPFEL, Freddy WEHRUNG, Karine KORNMANN, Dominique PFEIFFER, Georges HOCH	Michèle SCHELLENBERGER, Fabrice RITTER, Alphonse ATZENHOFFER, Bernard RAUSCHER, Jacky KELLER, Sylvie DUTEY, Christian HOH, Alain WEGMANN, Christian HAENEL, Alain FISCHER, Olivier MERTZ, Danielle ZUGMEYER, Thierry FUCHS, Marie ESCHMANN, Audrey BERTRAND-LANOIX, Charles SUSS, Bernadette KOCHER, Dominique SCHNEIDER, Alain LETZELTER, Christophe SCHERTZ, Serge ROMIAN, Dominique FERBACH, Gérard NICASTRO, Céline STURM, Sébastien DURRENBACH, Gérard NIEDERER, Rachel HASENFRATZ, Benoit SIGRIST

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture par le vice-président en charge de l'aménagement et développement durable, Alain FUCHS
2. Présentation des données clés climat-air-énergie du territoire
3. Quel potentiel de développement des énergies renouvelables ?
4. Quelle trajectoire énergétique à 2030 pour le territoire ? – groupes de travail
5. Mise en commun

PROCHAINE REUNION SUR CETTE THEMATIQUE

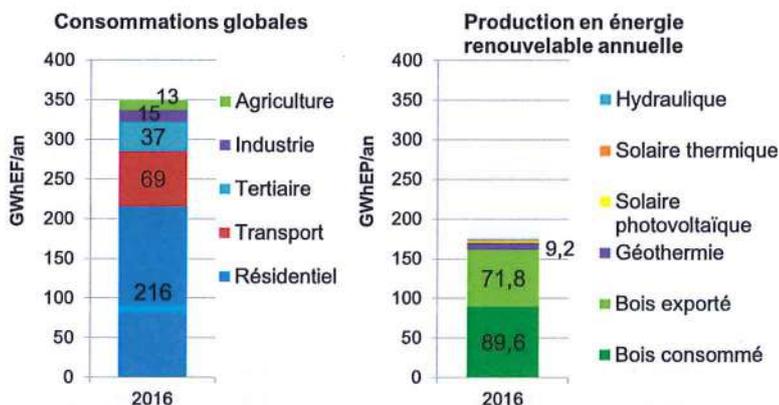
Lundi 28 janvier, 19h30 à la MDSA

1. Présentation des données clés climat-air-énergie du territoire

Les particularités du territoire

Principaux consommateurs : résidentiel et transport, donc le quotidien de tout un chacun. Industrie/artisanat faiblement développé en comparaison.

Grand producteur de bois : on consomme en bois sur le territoire l'équivalent de 56% de notre production de bois. Soit un quart de la consommation totale du territoire. Beaucoup de logements chauffés au bois.



Les « nouvelles » énergies renouvelables encore très peu présentes sur le territoire (solaire thermique, solaire photovoltaïque, géothermie).

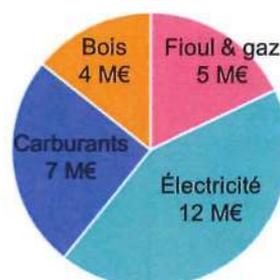
La part du fioul a légèrement diminué depuis 2005, du fait de la hausse de son coût, au profit du bois, et avec l'arrivée des pompes à chaleur et du gaz de ville (et aux incitations financières orientant vers ces installations).

La facture énergétique

L'électricité et le pétrole coûtent cher au territoire.

Avec la hausse attendue du baril de pétrole et du coût de l'électricité nucléaire, cette facture pourrait à minima augmenter de 70% d'ici 2030, et de 160% d'ici 2050, représentant 20 M€ supplémentaires d'ici 12 ans.

29 M€ dépensés en 2016



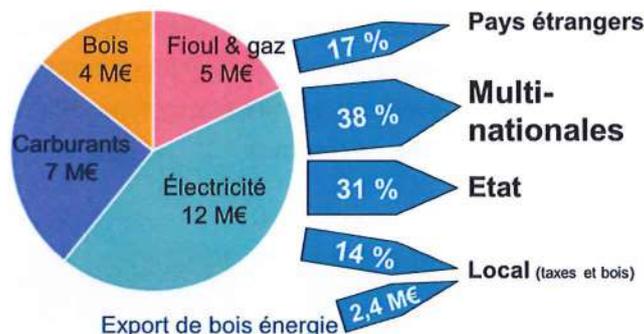
3 400 € dépensés par ménage par an (résidentiel et transport)

Alimentation : 6400 €/an

Une diminution de 2% par an des consommations et une augmentation de 2% par an de la production locale d'énergie renouvelable pourraient permettre de stabiliser la facture énergétique actuelle.

Ces dépenses se font en majeure partie en pure perte pour le territoire, sans alimenter l'économie locale. Seul 14% de cette facture revient à l'échelle locale via les taxes et la vente de bois local. L'exportation de bois énergie rapporte quelques millions par an.

29 M€ dépensés en 2016



Les émissions de Gaz à effet de serre (GES)

L'agriculture : premier émetteur de gaz à effet de serre, via le méthane produit par la digestion des bovins et le protoxyde d'azote émis par les intrants azotés sur les cultures.

Deux tiers des émissions néanmoins liées à la consommation d'énergie et en particulier fioul et carburant.

Le territoire représente un important puits de carbone grâce à son importante surface forestière et ses nombreuses prairies. La préservation de la biodiversité est un atout indispensable pour le maintien de ces puits de carbone.

L'augmentation de la concentration en GES dans l'atmosphère a déjà rendu le climat alsacien en moyenne 1°C plus chaud par rapport à l'ère préindustrielle.

D'autres polluants sont émis avec la consommation d'énergie : particules fines (cheminées et vieux poêle à bois), dioxyde de soufre (fioul), oxydes d'azote (transports), ammoniac (agriculture), et autres. Ils influent sur la qualité de l'air et la santé des personnes.

Un simple tour des données disponibles sur l'énergie nous amène déjà à parler :

- de précarité énergétique,
- de mobilité,
- de lutte contre le réchauffement climatique,
- de préservation de la biodiversité,
- de santé et qualité de l'air.

Si on s'intéresse aux solutions à mettre en œuvre pour traiter ces problématiques, c'est-à-dire la diminution de nos consommations d'énergie fossile, on se rend compte qu'on évoque l'ensemble des thématiques traitées par la communauté de commune.

2. Quel potentiel de développement des énergies renouvelables ?

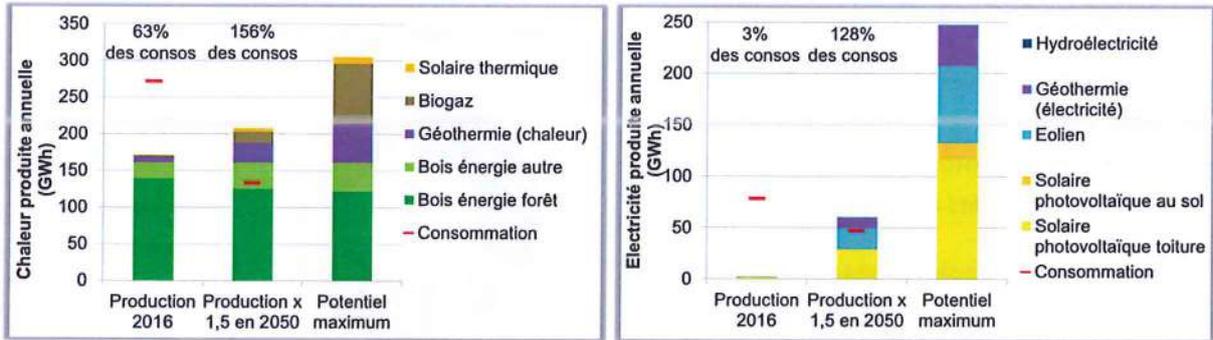
En parallèle d'un travail nécessaire sur la diminution de nos consommations par la sobriété et l'efficacité énergétique, il est possible de développer une production locale d'énergie permettant d'augmenter la résilience du territoire en cas de crise extérieure et de créer de la valeur ajoutée.

EMISSIONS DIRECTES DE GES PAR SOURCE



CC Sauer-Pechelbronn

Source ATMO Grand Est Invent'Air V2018



Ces projections se basent sur le potentiel réel de développement des énergies renouvelables sur notre territoire.

Les potentiels de développement se situent principalement dans le solaire photovoltaïque, l'éolien, la géothermie profonde et la méthanisation. Le potentiel de développement global du bois énergie est considéré comme nul afin de ne pas surexploiter la ressource forestière et de rester cohérent avec l'objectif de préservation des puits naturels de carbone.

Un scénario de diminution des consommations et de développement des énergies renouvelables pourrait amener le territoire jusqu'à une **balance énergétique positive**, le rendant de fait producteur pour les territoires voisins et notamment l'agglomération voisine, ne disposant pas des ressources à la hauteur de sa population.

Sauer-Pechelbronn, fournisseur d'énergie officiel de l'agglomération haguénovienne ?



➔ Comment construire notre territoire à énergie positive ?

➔ Quelle trajectoire énergétique à 2030 pour le territoire ?

C'est l'objectif du travail de co-construction qui suit.

3. Quelle trajectoire énergétique à 2030 pour le territoire ?

Les 35 élus présents se répartissent en 5 groupes.

40 premières minutes : Maîtrise de l'énergie à l'horizon 2030

Support de travail :

- 1 fiche « chiffres clés du territoire » (en annexe), donnant les données utiles disponibles sur le territoire,
- 1 damier de 69 cases représentant la consommation énergétique actuelle du territoire. Chaque case représente 5GWh d'énergie consommée, permettant de se représenter la consommation de chaque secteur du territoire :



- 1 ensemble de cartes maîtrise de l'énergie, offrant un éventail d'actions chiffrées permettant de réduire la consommation du territoire d'ici 2030. Les potentiels de réduction et les ordres de grandeur indiqués sur les cartes sont définis à partir des données du territoire (notamment INSEE) et du scénario Négawatt, développé par l'association du même nom au niveau national. Quelques exemples de cartes (non exhaustif) :

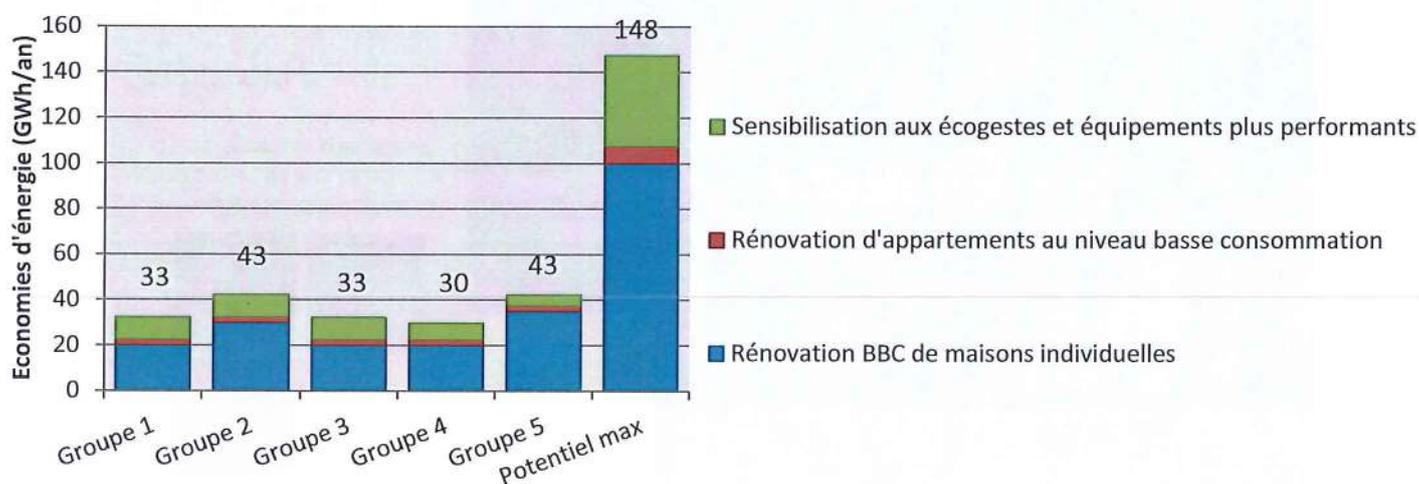


Les logements

Comme le montre visuellement le damier avec un nombre de cases important pour ce secteur, le résidentiel est le premier enjeu du territoire en termes d'économies d'énergie. Le potentiel de réduction est énorme, pour 2 raisons principales :

- le nombre de logements pas ou très peu isolés est très important (3/4 des logements datent d'avant la réglementation thermique de 1988),
- les équipements de chauffage ne sont pas utilisés de la manière la plus efficace (pas ou peu de régulation, surchauffage, etc).

Le graphique ci-dessous présente le nombre de cartes posées par chaque groupe (converties en GWH d'énergie) pour économiser l'énergie sur le territoire dans le secteur résidentiel:



Il semble cependant compliqué pour les participants d'être très ambitieux dans ce secteur. On sait que le nombre de rénovations au niveau BBC est aujourd'hui bien inférieur aux objectifs fixés aux niveaux national et régional. Le travail à réaliser par la communauté de communes avec ses partenaires sera donc avant tout de mettre le doigt sur les contraintes qui empêchent les particuliers de se lancer dans des travaux puis d'y apporter des réponses en termes de sensibilisation, d'accompagnement technique et de financement.

Les remarques ci-dessous ont été notées en cours de séance. Elles ne se rapportent pas forcément au groupe photographié !

La sensibilisation aux écogestes,
il faut le faire en continu.

Comment augmenter l'impact
de l'Espace Info Energie ?

Le résidentiel, c'est là qu'il faut
mettre le paquet.

Le problème du résidentiel
c'est que c'est très cher.
Poser des cartes, c'est facile.

Il y a déjà plein de dispositifs
d'aide, comme le PIG Habitat.

Techniquement c'est
complexe, en fonction
de l'âge de la maison.

Il faut être attractif, au-delà de
Morsbronn, en agissant sur les
maisons vacantes les plus délabrées.

Avec l'isolation des combles et le
remplacement de mes fenêtres
je consomme 2 fois moins !



L'avis du conseiller TEPOS

La rénovation, oui, ça a un coût. Et c'est pourquoi de nombreux dispositifs d'aides existent à différentes échelles. Encore faut-il pouvoir les rendre lisibles et faciles d'accès. Il faut également que les foyers priorisent les actions à mener dans leur logement en fonction de leur rentabilité. Par exemple le remplacement des fenêtres est très coûteux mais ne permet pas toujours de faire des économies ou de gagner en confort. Un simple réglage des équipements et quelques gestes simples peuvent permettre à une famille d'économiser entre 10 et 25% de chauffage, sans investissement ! Pour affronter le défi du logement, il sera essentiel que l'espace info énergie soit renforcé sur le territoire et aille plus loin dans ses missions en faisant une vraie animation de territoire.

Une réflexion pourrait aussi être menée sur les logements vacants afin de restaurer le patrimoine alsacien, très riche sur le territoire, mais aujourd'hui laissé de côté, voire supprimé. La commune de Muttersholtz travaille par exemple à la manière d'accompagner les propriétaires de logements vacants.

Le dispositif Eco'logis et patrimoine accompagnant les propriétaires dans l'isolation des maisons anciennes mériterait également d'être poursuivi au-delà des financements TEPCV.

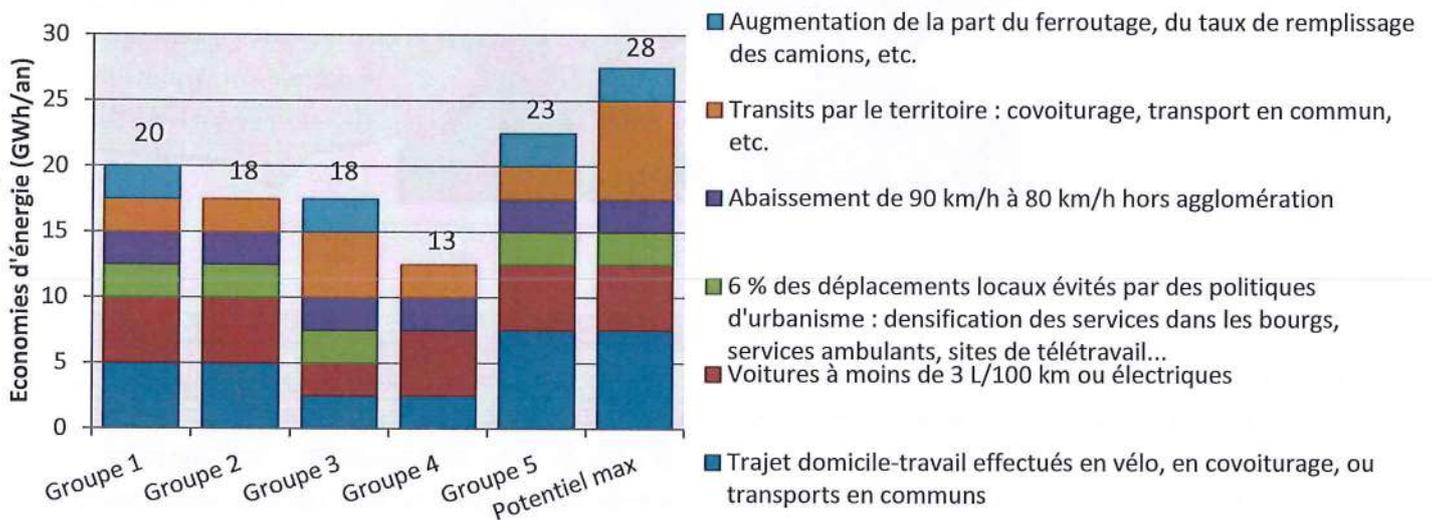
La mobilité

La transition d'un modèle basé sur la voiture individuelle vers un modèle bas carbone représente un défi culturel et technologique majeur.

Le potentiel de réduction des consommations se situe principalement dans l'abandon de la voiture individuelle pour les longs trajets domicile-travail (Woerth-Haguenau par exemple) et dans l'évolution du parc de voiture vers des voitures plus petites et plus efficaces, sur le territoire et les territoires voisins.

Aujourd'hui, environ 16% des actifs du territoire travaillent dans leur commune de résidence, ils ne sont pourtant que 8% à préférer la marche ou le vélo à leur voiture (INSEE).

D'autres axes d'amélioration ne dépendent pas de l'intercommunalité, comme l'augmentation du transport de marchandise par voie ferrée, le taux de remplissage des camions, les déplacements des personnes venant de l'extérieur du territoire, le passage de 90 à 80 km/h hors agglomération, etc.



Les élus se montrent relativement volontaires sur la question de la mobilité, en souhaitant voir se développer fortement l'utilisation du vélo, des transports en commun et surtout du covoiturage. Cela soulève rapidement des questions parallèles, comme l'accès à la mobilité pour les personnes en difficulté ou la mobilité des scolaires, aujourd'hui souvent amenés en voiture par les parents. Les élus comptent également fortement sur la mobilisation des territoires voisins pour agir. Certains élus pensent également aux technologies qui vont permettre de décarboner les déplacements dans l'avenir, avec une grande incertitude néanmoins sur leur accessibilité : biogaz, hydrogène, voiture solaire, etc.

Le vélo semble plus
indiqué en ville... ?

1/3 des personnes travaillant sur
le territoire qui iraient travailler
en vélo électrique, c'est réaliste,
d'autant qu'on a les pistes !

Le prix du carburant va devenir
un vrai problème pour certains
habitants, il faut réfléchir à des
alternatives.

Comment imaginer plus de
transports en commun ?

Remettre les commerces
dans les bourgs diminuerait
les voitures le weekend

Les dizaines de voitures qui
viennent déposer les enfants à
l'école, c'est un vrai problème.

Le covoiturage on est toujours
un peu frileux au début. Mais
on devra bien s'y habituer !

De nouvelles possibilités
vont arriver : pétrole
végétal, hydrogène

Certaines entreprises
voyagent avec de grands
camions presque vides



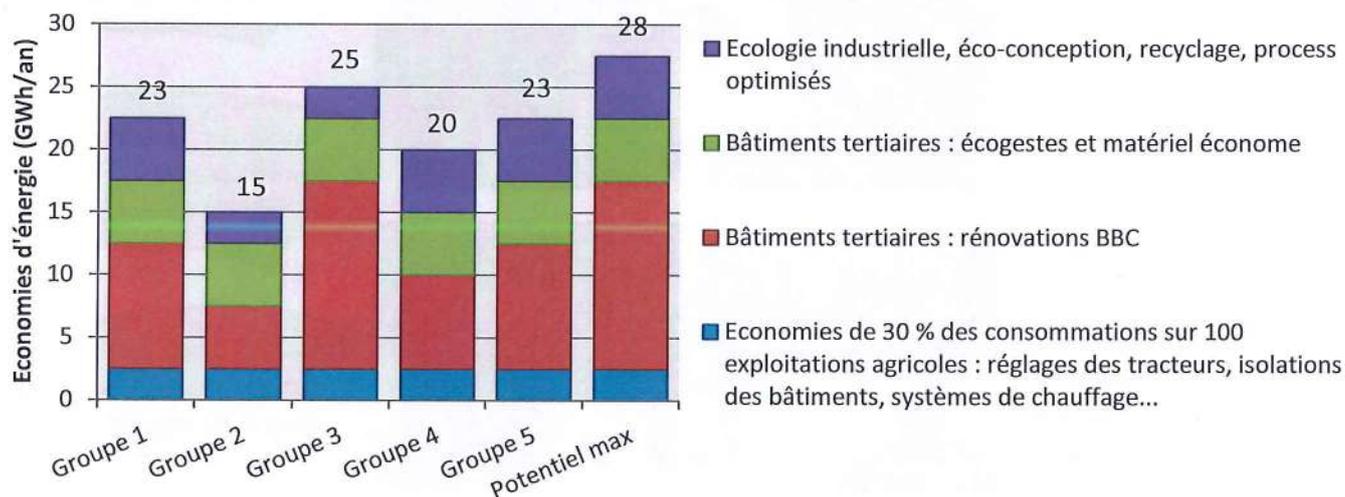
L'avis du conseiller TEPOS

On le voit dans l'actualité, la mobilité est le secteur qui cristallise les tensions autour de la dépendance au pétrole et la lutte contre le réchauffement climatique. Beaucoup d'habitants se sentent démunis face à une hausse inévitable des coûts de l'énergie (vraie également dans le logement). La collectivité peut dès aujourd'hui, sans attendre de technologie miracle, leur apporter des réponses :

- le territoire possède un réseau de pistes cyclables remarquable, qu'il s'agit maintenant de valoriser en tant qu'équipement privilégié de déplacements et non seulement pour le loisir,
- en parallèle, les vélos à assistance électrique peuvent permettre de passer à des trajets quotidiens,
- certains territoires comme la vallée de Kaysersberg sont allés jusqu'à développer l'autostop organisé, pour rendre le covoiturage le plus flexible et simple possible,
- la question des transports en commun doit être remise sur la table avec les territoires voisins afin d'offrir une réelle alternative à la voiture, accessible à tous,
- un objectif fort serait de stopper l'étalement urbain, et de relocaliser les services et commerces dans les bourgs, une telle politique devrait alors être menée au niveau intercommunal pour avoir un impact.

Les autres secteurs : tertiaire, agriculture et industrie

Bien que l'enjeu soit plus faible sur ces secteurs étant donné leur part plus faible dans la consommation globale du territoire, réunis, ils représentent tout de même autant que le transport. La plus grande partie des efforts à faire se trouve dans l'efficacité des équipements publics, établissements de soin et collège, lycée.



L'ensemble des élus semble d'accord sur l'importance d'associer tous les acteurs du territoire dans la diminution des consommations, y compris les entreprises et les agriculteurs. Ce sont par ailleurs des secteurs qui ont davantage l'habitude de réfléchir en coût global et de regarder l'intérêt d'un investissement sur plusieurs années, ce qui facilite les démarches écologiques.

Il faut bouger ensemble sur l'extinction de l'éclairage public. Cela enverra un signal fort.

Tertiaire : sur les écoles et les mairies, il y a un gros potentiel.

On ne peut pas dire « les industries et agriculteurs, on ne s'en occupe pas »

L'enjeu sur l'agriculture ou l'industrie paraît moins important.



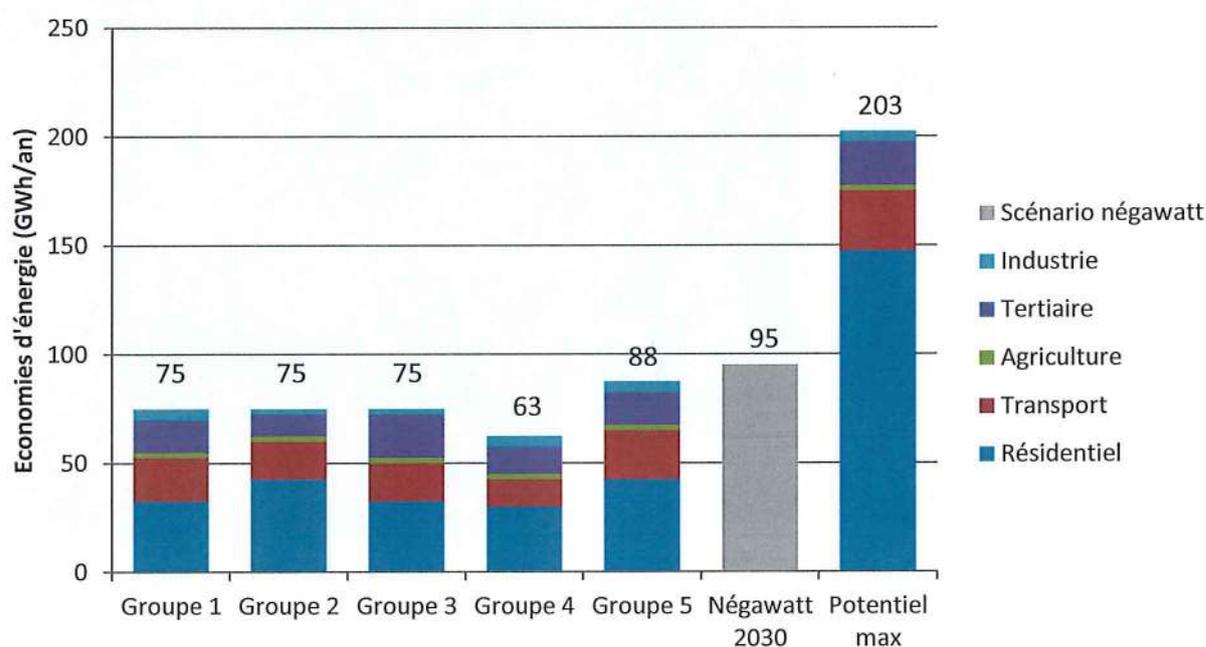
L'avis du conseiller TEPOS

Depuis 2013, le conseiller en énergie partagé a pu bien identifier les potentiels d'économie dans les communes et peut agir plus efficacement aujourd'hui. Cette mission devrait être renforcée dans l'avenir si on veut pouvoir s'atteler sérieusement à la diminution des consommations et favoriser le passage aux renouvelables dans les communes. L'extinction de l'éclairage public, jugée trop risquée auparavant, commence à faire sa place dans les conseils municipaux grâce aux chiffres mis en avant par le CEP. Ce genre d'action très visible envoie un signal fort à la population et permet de changer progressivement les mentalités. L'animation économique et touristique sur le territoire pourrait amener l'écoresponsabilité comme vecteur de développement de l'activité. Le travail avec les agriculteurs pourrait lui davantage porter sur les pratiques agricoles (produits phytos, engrais) et les circuits courts de distribution, en relation avec le Plan Alimentaire Territorial actuellement réalisé par le PNR des Vosges du Nord.

Trajectoire globale de baisse des consommations

Aucun des groupes de travail ne trouve réaliste de viser l'objectif 2030 établis par le scénario Négawatt sur le territoire. Dans l'ensemble, les résultats sont plutôt homogènes. Les disparités proviennent principalement des efforts fournis sur les secteurs du résidentiel et des transports. On sent quatre grandes problématiques émerger :

- comment démocratiser la rénovation énergétique et sensibiliser les habitants à la sobriété énergétique ?
- comment faciliter l'abandon de la voiture individuelle au profit des modes de déplacement alternatifs ?
- comment aider les communes et les établissements de services à faire les investissements écoresponsables ?
- comment emmener dans cette démarche les différents acteurs du territoire et les territoires voisins ?



Il ne s'agira pas toujours d'inventer la poudre. La plupart des réponses à ces problématiques peuvent d'ores et déjà se trouver dans des actions en cours ou déjà menées par la communauté de communes, en les approfondissant, en les renforçant ou en les adaptant.

40 dernières minutes : Production d'énergie renouvelable à l'horizon 2030

Support de travail :

- 1 fiche « chiffres clés du territoire » (en annexe), donnant les données utiles disponibles sur le territoire,
- 1 damier de 69 cases représentant chacune 5GWh d'énergie consommée, rappelant la consommation globale du territoire et permettant de représenter les économies réalisées sur le premier damier, la production d'énergie déjà existante en 2016 et l'énergie restant à produire à l'horizon 2030 pour couvrir tous les besoins et être sur la trajectoire Négawatt :



- 1 ensemble de cartes énergie renouvelables, représentant la production actuelle en 2016 et les potentiels maximaux de développement identifiés dans chaque filière. Ils sont définis à partir des données du territoire (notamment INSEE) et du scénario Négawatt, développé par l'association du même nom au niveau national. Quelques exemples de cartes (non exhaustif) :

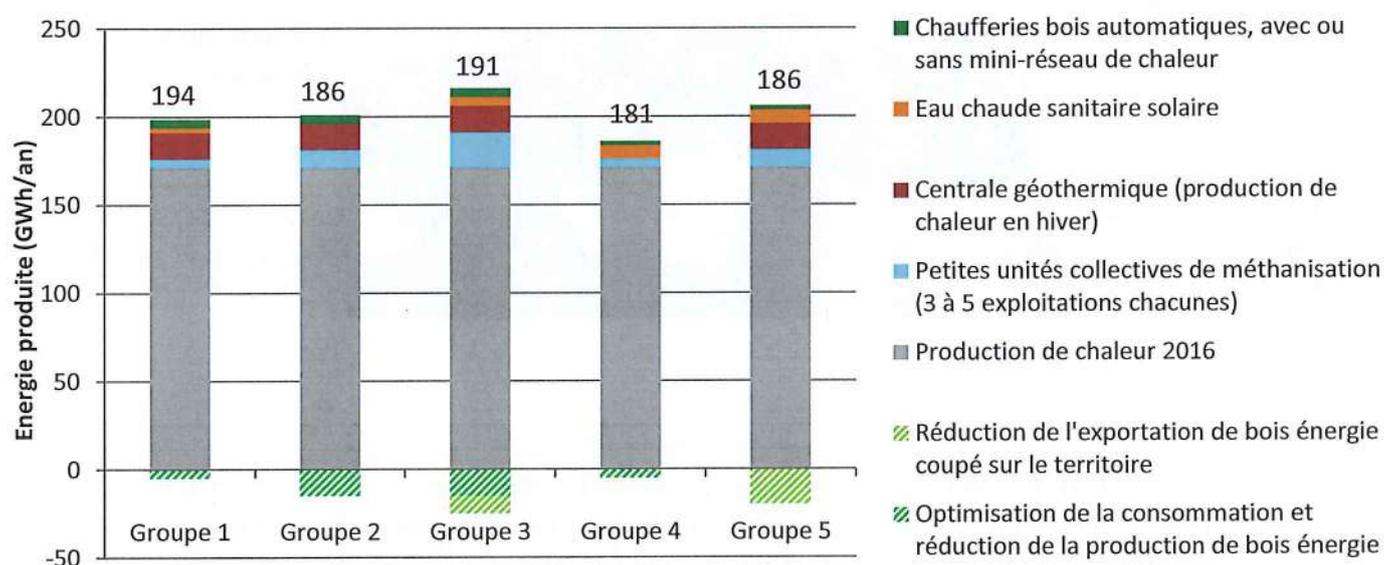


La production locale de chaleur

Dans sa consommation globale d'énergie, le territoire demande à 57% de la chaleur et à 20% du carburant. L'électricité ne représente qu'une partie mineure de la consommation globale.

Le territoire produit déjà énormément de chaleur renouvelable grâce à ses grandes forêts communales. Néanmoins les filières de chaleur renouvelables doivent tout de même être développées afin de pouvoir fournir les territoires voisins dépourvus de foncier valorisable en énergie, tout en limitant l'impact sur les milieux forestiers. Des milieux qu'il faut préserver au maximum pour maintenir ces puits de carbone. De plus, la méthanisation semble une des seules filières, avec l'électricité, à pouvoir offrir une alternative aux carburants fossiles.

Les potentiels de développement se trouvent principalement dans la méthanisation grâce aux importantes surfaces agricoles et dans la géothermie profonde (3500 – 5000 mètres) grâce à la nature exceptionnelle et à la bonne connaissance du sous-sol des Vosges du nord.



Tous les élus semblent d'accord sur l'importance de réduire la pression sur les forêts en réduisant la production de bois énergie. Pour y arriver, ils privilégient le remplacement des vieux appareils de chauffage au bois (foyers ouverts, vieux poêles, etc) par des poêles récents haut-rendement. Certains vont même jusqu'à viser une réduction des exportations de bois en dehors du territoire. Quant au développement des chaufferies automatiques, il appartient en majorité aux communes de passer à l'acte, avec des mini-réseaux de chaleur pouvant alimenter plusieurs bâtiments communaux ou autre dans les bourgs. Ce constat rejoint le bilan énergétique du patrimoine public, qui préconise l'installation de 10 chaudières bois de 100 kW (équivalent à celle de Cleebourg) pour réduire les factures énergétiques des communes.

La géothermie profonde convainc, même si des questions se posent sur la faisabilité à l'horizon 2030, étant donné la complexité d'un tel projet. 12 ans peuvent paraître courts pour trouver l'investisseur et le lieu idéal, associant une faille avec une ressource mesurée et un besoin en chaleur suffisant à la surface. La production sélectionnée par les groupes

correspond à la chaleur fatale produite dans la centrale de Soultz, qui n'a pas de débouché aujourd'hui.

Les élus souhaitent voir la méthanisation se développer. La ressource en fumiers, en matière sèche, voire en d'autres effluents est présente mais nécessite une mise en relation de beaucoup d'acteurs, ce qui prend du temps.

Développement également de l'eau chaude solaire, aujourd'hui quasi inexistant sur le territoire. Certains élus doutent de sa rentabilité, mais l'expérience montre bien qu'avec des besoins importants d'eau chaude, surtout en été, ce type d'installation est très vite rentabilisé.

12 ans semblent courts pour monter un projet de géothermie profonde.

Le solaire thermique, est-ce que c'est rentable ?

Les nouveaux poêles sont-ils réellement performants ?

Toute la complexité dans la méthanisation c'est de trouver et faire collaborer les agriculteurs.

Quand on voit ce qu'ils font tomber dans nos forêts !



L'avis du conseiller TEPOS

Il semble important aux élus de réduire l'impact de notre activité sur les forêts, et de trouver des alternatives. Seul un mix complet de sources d'énergie peut répondre à cette problématique et s'adapter à toutes les situations. La CCSP devra donc se concentrer à l'avenir sur l'optimisation du chauffage au bois en cherchant à chasser les foyers ouverts et les poêles ou inserts peu performants. Une thématique qui résout également les problèmes de qualité de l'air : un poêle récent émet jusqu'à 20 fois moins de particules qu'un vieil insert, tout en permettant un bien meilleur confort à l'utilisateur. A côté de cette action à destination de la population, les communes pourront, avec par exemple l'aide d'une ingénierie intercommunale, travailler sur leur transition vers le bois. L'intercommunalité a elle la responsabilité d'engager le dialogue entre partenaires sur les projets de plus grande envergure : méthanisation et géothermie profonde ; comme elle a su le faire pour la conception de la chaufferie Ecorce.

Un axe intéressant de développement de l'eau chaude solaire se trouve dans l'incitation des établissements d'accueil hôteliers, de soins, ou même les salons de coiffure, étant des gros consommateurs d'eau chaude.

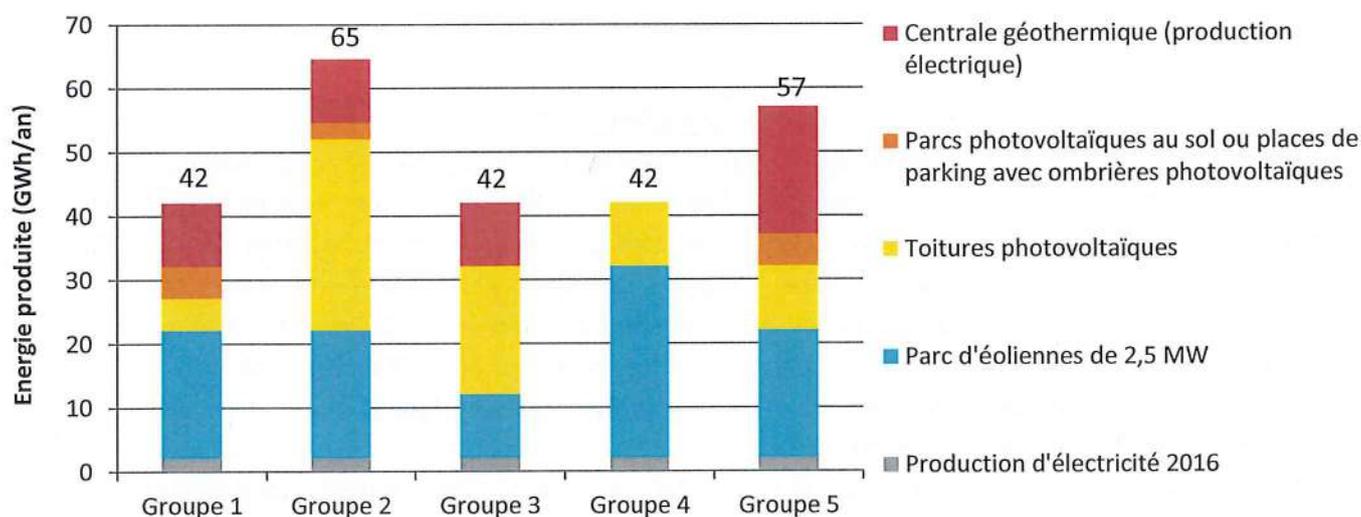
La production locale d'électricité

Bien que consommée en plus faible volume sur le territoire, l'électricité est couteuse, et s'avère être une belle opportunité pour créer de la valeur ajoutée sur le territoire, car c'est une énergie complexe à produire, nécessitant des équipements importants.

Un potentiel brut énorme existe dans le solaire photovoltaïque et l'éolien, qui se réduit rapidement dès que l'on prend en compte les contraintes réglementaires et la faisabilité technico-économique. Sur l'éolien, la question de l'impact visuel obligera probablement à ne faire qu'un seul parc, possédant un nombre limité de machines. Sur le photovoltaïque, il a été montré par une étudiante en géographie qu'un potentiel de 20 GWh/an se trouve déjà sur les cinquante toitures les plus intéressantes du territoire (taille et exposition).

L'objectif étant que le développement du photovoltaïque au sol ne se fasse pas au dépend des surfaces agricoles, le potentiel concerne uniquement les friches industrielles, les parkings (avec ombrière), et les zones d'activité non construites. Si des possibilités de co-usage d'une prairie se développent (panneaux surélevés), plusieurs parcelles pourraient s'avérer intéressantes.

La géothermie profonde pour produire de l'électricité pose moins de question de consommation que la chaleur. Il sera néanmoins beaucoup plus intéressant et rentable pour un investisseur de pouvoir valoriser les deux en cogénération.



De très fortes disparités existent entre les élus sur chacune des filières mais tous sont d'accord pour privilégier un mix de plusieurs filières. Il semble impossible et non souhaitable de ne se concentrer que sur une seule.

Tous souhaitent voir se développer l'éolien, malgré une opinion publique jugée défavorable, au regard des projets avortés autour de Siegen et Seebach. L'avis est plus équilibré lorsqu'il s'agit de savoir où les placer : certains élus se disent néanmoins prêts à les accepter sur leur commune.

Certains groupes semblent avoir été très peu volontaires sur le développement du photovoltaïque ou ne pas avoir pris en compte le développement « naturel » qui va avoir lieu dans les prochaines années avec le retour actuel d'une forte rentabilité sur cette filière, qui convaincra à la fois les particuliers et les entreprises en autoconsommation.

Beaucoup de remarques des élus tiennent à la pertinence de telle ou telle technologie, ou sur des inquiétudes quant à leur impact sur l'environnement : recyclage ? biodiversité ?

Les énergies renouvelables ouvrent également des questions en termes d'urbanisme : comment les inclure dans les documents d'urbanisme ? Peut-on les rendre obligatoires ? A quelle échelle : quartier, commune, CCSP ?



Les panneaux photovoltaïques, est-ce que c'est recyclable ?

S'il n'y a pas de contraintes réglementaires, alors oui aux éoliennes.

Les éoliennes d'accord, mais pas chez moi.

Pourrait-on inclure les EnR dans une politique d'urbanisme ?

L'avis du conseiller TEPOS

Les énergies renouvelables ne sont pas sans impact, mais elles sont les moins pires : par exemple, oui les panneaux photovoltaïques se recyclent très facilement, à 95%, et utilisent peu de métaux rares comparés aux téléphones portables. Il faut avoir confiance dans le développement de l'électricité renouvelable, pour la bonne raison qu'elle se montre de plus en plus concurrentielle avec l'électricité nucléaire, dont le coût sous-évalué va progressivement continuer à augmenter. Elle offre une opportunité de modèle économique viable pour des projets qui doivent restés dans les mains des citoyens et des collectivités locales afin de minimiser les impacts négatifs locaux et maximiser les retombées financières et les créations d'emploi.

La CCSP doit maintenant se doter des outils qui lui permettront d'accompagner ce développement, comme elle le fait en facilitant l'émergence d'une société citoyenne de projet EnR, qui après un ou deux projets de taille moyenne, pourrait se montrer capable de monter ou d'accompagner un projet de plus grande envergure (éolien, méthanisation, géothermie, etc).

La CCSP peut dès aujourd'hui commencer à affiner son potentiel éolien en se faisant accompagner par un bureau d'études qui réalisera les mesures nécessaires. Elle devra pour cela fournir une communication efficace pour permettre à l'opinion de se prononcer en toute connaissance de cause sur cette technologie.

Concernant la géothermie, elle doit dès maintenant se rapprocher d'ES géothermie qui détient les permis d'exploration afin de lui indiquer son ambition.

La production locale de carburant

Il semble aujourd'hui irréaliste d'envisager une autonomie en carburants d'ici à 2050, c'est le point dur de la transition énergétique :

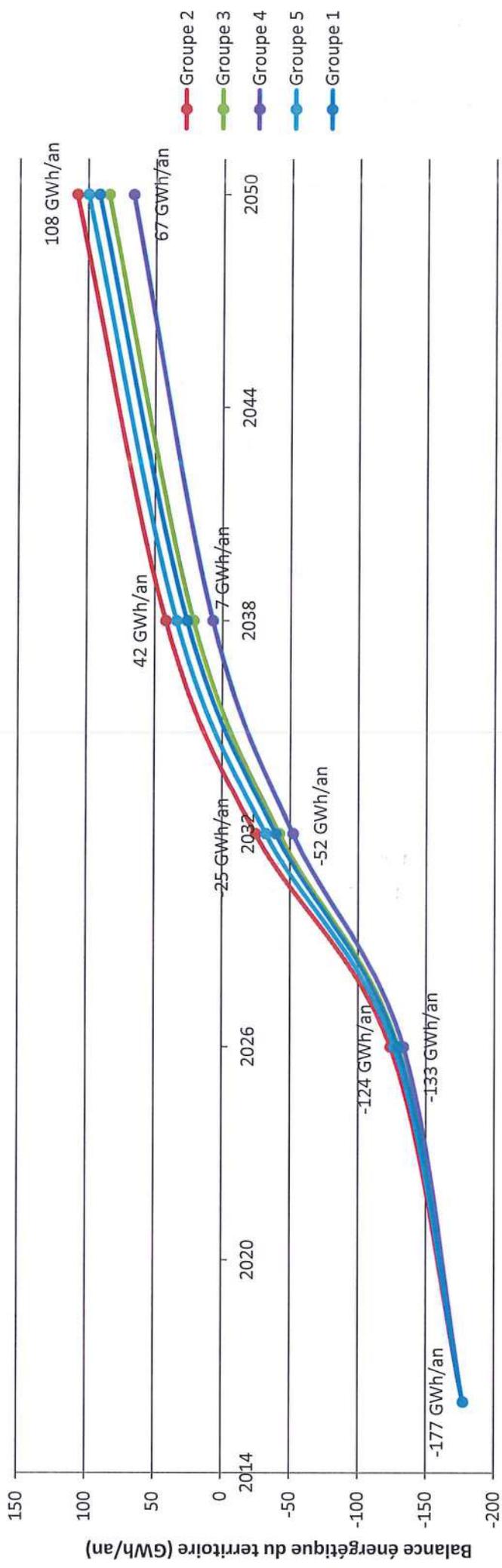
- Les cultures énergétiques (bioéthanol et biodiesel) montrent des bilans d'émissions de gaz à effet de serre peu intéressants et entrent en concurrence avec l'alimentation,
- Il en est de même pour la voiture électrique si elle utilise une électricité non renouvelable,
- Le biogaz pourrait fournir une partie de la mobilité de demain mais ne représentera jamais la totalité,
- La filière la plus prometteuse : l'hydrogène produit à partir d'électricité renouvelable, montre encore trop d'incertitudes pour pouvoir définir un développement dans les prochaines décennies.

C'est pourquoi l'optimisation des déplacements et la réduction de la voiture individuelle sont d'autant plus importantes.

Trajectoires TEPOS

Voici les résultats des différents groupes présentés sous forme de « balance énergétique locale d'énergie moins la consommation. Les trajectoires jugées souhaitables par chaque groupe à l'horizon 2030 dans une démarche TEPOS volontariste pourraient être extrapolées de cette manière pour les différentes échéances électorales jusqu'à 2050.

Dans ce cas, on voit que le territoire pourrait produire autant d'énergie qu'il n'en consomme aux environs de 2034 à 2037. Il pourrait ensuite devenir exportateur à hauteur de 50% de sa propre consommation.



Les grands enjeux pour la transition énergétique du territoire

A l'issu de cette première séance, plusieurs enjeux forts ressortent dans le cadre d'une politique volontariste en faveur d'une indépendance énergétique progressive du territoire :

Diminution des consommations :

- **démocratiser la rénovation énergétique et sensibiliser les habitants à la sobriété énergétique.**
- **faciliter l'abandon de la voiture individuelle au profit des modes de déplacement alternatifs.**
- **aider les communes et les établissements de services à faire les investissements écoresponsables.**

Développement des énergies renouvelables :

- **convaincre et permettre à tous les habitants et entreprises de participer à cette transition vers des énergies propres.**
- **préparer dès maintenant le terrain pour des projets de grande envergure étant donné les délais de montage des projets.**

Enjeux généraux :

- **prendre en compte le besoin de transversalité dans les projets intercommunaux, comme le prévoit le Plan de développement durable approuvé au conseil du 08/04/2013.**
- **emmener dans cette démarche les différents acteurs du territoire et les territoires voisins : développer une « culture de la transition ».**
- **engager une action au plus vite, tant que les capitaux sont encore présents sur le territoire, et afin de créer un effet de levier dans l'avenir, grâce aux retombées des premiers projets.**

La suite du travail consistera à :

- affiner les scénarios évoqués lors de cette séance en fournissant davantage de données socio-économiques (emplois créés, investissements nécessaires, etc).
- élargir la réflexion aux autres thématiques de travail de la communauté de communes.
- consulter la population sur les conclusions de cette démarche.
- valider en commissions puis en conseil un document officialisant les conclusions de cette démarche et les objectifs pour le territoire.

Le président, Jean-Marie HAAS



Le Vice-Président, Alain Fuchs

